

## **Pentru un drept penal al mediului, spre o incriminare a ecocidului**

Procurorul Curții Penale Internaționale Karim A.A. Khan KC a anunțat, la 7 februarie 2024, publicarea unui viitor proiect de politică generală vizând a face să prevaleze principiul responsabilității pentru crimele de mediu prevăzute de Statutul de la Roma al CPI și creșterea transparenței și a previzibilității acțiunii instanței în acest domeniu crucial. Biroul înaltului magistrat internațional a antamat, în acest sens, procesul pertinent care să ajungă la elaborarea și publicarea unui document detaliat asupra crimelor de mediu, menit să-i permită, prin concluziile sale, adoptarea unei abordări sistematice pentru a lupta contra crimelor ce implică sau antrenează daune de mediu, aparținând competenței Curții.

În cadrul primei serii de consultări externe, Biroul a dorit să primească contribuții privind marile linii ale preconizatului document de politică generală înainte de redactarea și supunerea spre dezbatere publică a unei prime schițe a sa. După o atare etapă inițială, va urma o a doua serie de consultări în scopul culegerii de comentarii în privința conținutului textului în acest fel prezentat.

Conștientizând importanța implicării în acest proces și a Școlii românești de drept, într-o problematică în care avem tradiții relevante și contribuții fondatoare, precum cea a dreptului penal internațional și a instituirii unei jurisdicții internaționale în domeniu și în continuarea și dezvoltarea sa, la propunerea ONG „România Împotriva Ecocidului” prof. univ. dr. Mircea Duțu, Președintele UEB și Directorul ICJ a redactat și a trimis Biroului Procurorului CPI un punct de vedere, pe care îl prezentăm mai jos (în franceză și în română).

### ***A son Excellence Karim A.A. Khan, le Procureur de la CPI***

#### ***Monsieur le Procureur de la Cour pénale internationale,***

*Votre initiative de publier un nouveau projet de politique générale visant à établir les responsabilités pour les crimes environnementaux pertinents du Statut de Rome est bienvenue et présente des prémisses importantes pour atteindre les objectifs proposés.*

*1. En effet, la défense de l'environnement et du climat par le droit en général, et avec l'aide du droit pénal international en particulier, revêt une importance croissante dans le contexte d'une crise écologique planétaire multidimensionnelle qui s'intensifie. Le changement climatique, l'érosion de la biodiversité et la pollution généralisée, avec leurs conséquences présentes et futures, mettent en danger l'existence même de l'humanité en tant qu'espèce parmi les espèces, et la sécurité de la planète entière. La deuxième conférence mondiale de l'AIDP (Association Internationale de Droit Pénal) consacrée à « la protection de l'environnement par le droit pénal » (Bucarest, mai 2016) a révélé le rôle et la place du droit pénal dans la protection de l'environnement et a notamment soulevé la question de l'implication du droit international pénal dans la résolution du nouveau paradigme de protection de l'environnement et du climat, établi par l'Accord de Paris (2015). Dans ce contexte de préoccupations, la précision des obligations des États en matière de changement climatique, consacrés par l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice (CIJ) requis par la résolution 77/276 du 29 mars 2023 de l'Assemblée générale des Nations Unies, marquera une avancée significative. Parallèlement, la généralisation de la jurisprudence nationale, mais aussi celle de certaines juridictions internationales pour condamner les États pour manquement à leurs obligations en matière de*

*lutte contre le réchauffement climatique, structure l'émergence d'une obligation des pouvoirs publics d'agir pour atténuer le changement climatique et augmenter la résilience et l'adaptation à ses effets. De plus en plus d'initiatives scientifiques ont produit et publié des rapports pertinents sur le sujet [comme dans l'espace francophone, le Groupe de 16 juristes internationaux, auteurs de l'ouvrage : L. Neyret (dir.), Des écocrimes à l'écocide. Le droit pénal au secours de l'environnement, 2015], et un Groupe international d'experts indépendants (animé par « StopEcocid ») a proposé une définition internationale de l'écocide dans un projet d'amendement du Statut de Rome visant à inclure dans le champ de compétence matérielle de la CPI cette nouvelle infraction autonome (2022). Dans le contexte de l'offensive des applications de l'intelligence artificielle (IA), y compris dans le domaine militaire, et de leurs implications dans le processus décisionnel, il est également nécessaire d'analyser les risques d'atteinte à l'environnement en cas de conflit armé.*

*La criminalité environnementale étant devenue la troisième forme de criminalité la plus lucrative au monde et étant souvent liée à d'autres formes de criminalité telles que la corruption et le blanchiment d'argent, de multiples initiatives encouragent une réponse adéquate des États. La résolution de l'ONU du 16 octobre 2020 a incité les États parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité organisée à enquêter sur le blanchiment de la criminalité transnationale organisée affectant l'environnement, tandis que la Déclaration de Kyoto du 12 mars 2021 a invité les États à « prévenir et combattre les crimes qui portent atteinte à l'environnement » et notamment à « lutter contre la criminalité transnationale organisée, la corruption et le blanchiment d'argent liés à ces formes de criminalité, ainsi que contre les flux financiers illicites qui en découlent » (point 87). Enfin, une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 16 décembre 2021, a rappelé « le rôle central joué par les États dans la prévention de la corruption en relation avec les délits (environnements) et dans la lutte contre ce phénomène ». On assiste ainsi à un mouvement constant et ascendant de « pénalisation » des dommages causés à l'environnement de manière relativement conjuguée qui se manifeste au niveau du droit international, du droit international régional (notamment le droit de l'Union européenne) et des droits nationaux.*

*Aux tendances enregistrées dans le contexte international s'ajoute la préoccupation évidente d'établir un nouveau droit pénal européen de l'environnement, à travers la révision de la directive 2008/99/CE et l'établissement d'un nouveau régime répressif pour les atteintes graves à l'environnement. La directive attendue révèle notamment la dimension européenne de la réaction pénale en matière d'environnement et de climat et l'intérêt d'une éventuelle extension du champ de compétence du Parquet européen en matière d'impacts graves sur l'environnement. Par ailleurs, un mouvement de criminalisation des actes « comparables à l'écocide » (accord du Parlement européen (PE) du 27 février) est en cours. Notons enfin la poursuite du processus de criminalisation de l'écocide dans les droits internes des États (le dernier étant l'inscription de ce crime, le 22 février de cette année, dans le Code pénal belge).*

**2.** *Dans un tel contexte d'évolution en la matière, nous estimons qu'un document de politique générale détaillé sur les délits environnementaux, destiné à favoriser une approche systématique de leur lutte, devrait avant tout proposer : A. une analyse approfondie et pertinente de « l'état des choses » ; B. une évaluation réaliste de la situation existante d'un point de vue juridique (de lege lata) ; C. une prévision adéquate des développements possibles et des progrès probables (de lege ferenda) et D. des conclusions finales.*

*A. Prémisses générales au regard des réalités écoclimatiques. Nous constatons :*

- la cristallisation émergente d'un consensus général sur les réalités écoclimatiques, justifié par le sérieux et par conséquent l'urgence d'agir, face aux crises écologiques planétaires conjuguées et interdépendantes (climat/biodiversité/pollution profonde) d'origine anthropique,*

et s'appuyant sur un consensus scientifique (quasi) unanime, fondé sur un effort et une démarche d'expertise permanente et institutionnalisée (exprimée par les rapports périodiques et spécialisés du GIEC et de l'IPBES), un consensus politique (en qualifiant le changement climatique de « crise existentielle » et la reconnaissance officielle d'« urgence climatique » (par le PE et par des dizaines de parlements nationaux) et l'autre juridique (principalement par la jurisprudence et la doctrine pertinentes) ;

– une action civique cohérente et une acceptabilité sociale accrue de l'acceptation et de la conscience du caractère dangereux et risqué des actions humaines envers l'environnement et le climat, qui prédisposent à une attitude multidimensionnelle de prévention et de réduction des causes et de réparation des effets associés ;

– la résurgence dans la vie internationale de conflits militaires de grande ampleur, aux conséquences destructrices majeures sur l'environnement et à l'impact mondial (selon un rapport du ministère ukrainien de l'environnement, fin 2023, la guerre a provoqué 60 milliards de dollars de dégâts sur l'environnement ; les incendies ont détruit environ 20% de la superficie forestière du pays et les mines sont dispersées sur une superficie d'environ 10 000 kilomètres carrés).

*B. Implications et aspirations juridiques et institutionnelles. Au niveau des constatations du droit général (réglementation institutionnelle), il est requis de :*

– souligner l'importance et l'efficacité de la construction d'une réaction juridico-pénale spécifique à la criminalité écoclimatique, bien structurée, articulée, corrélée et complémentaire aux niveaux national, international et régional ;

– démontrer l'insuffisance et la relative inadéquation du cadre juridique international existant, à commencer par le Statut et l'activité jusqu'à présent, basée sur celui-ci, de la CPI en matière de répression pénale des dommages graves à l'environnement, au climat et, en conséquence, à l'équilibre écologique planétaire ;

– souligner le rôle (croissant) du juge dans le développement créatif du droit pénal en tant qu'outil de protection de l'environnement et du climat, et souligner la contribution de la jurisprudence à son progrès, dans le contexte de « l'explosion » des litiges environnementaux et climatiques ;

– souligner la dimension régionale et internationale des conséquences des impacts environnementaux et la nécessité d'une réponse pénale consolidée et appropriée ;

– imposer la conclusion qu'une politique cohérente en la matière signifie non seulement une réglementation matérielle adéquate, mais également une organisation judiciaire suffisamment pertinente, tant au stade de l'enquête que du procès (poursuites et juridiction effective) ;

– *Conclusions générales. Nous estimons qu'il convient de reconnaître la nécessité de :*

• consolider et adapter le système complexe de réaction pénale existant, ajuster les ressources disponibles et être plus ouvert et plus rapide dans l'accueil et l'expression juridico-institutionnelle des nouvelles exigences et des défis essentiellement écoclimatiques ;

• interpréter et appliquer le Statut de Rome de manière à admettre les questions environnementales à l'aide du texte existant ; rappeler que le traité est orienté dans son état actuel vers les cas les plus graves de blessures aux personnes ou de dommages causés à ces personnes et à leurs biens dans le contexte d'une attaque généralisée et systématique ; en l'état aucune protection explicite de l'environnement n'est offerte, à l'exception des dispositions de l'art. 8.2.b.IV qui ne s'applique qu'en état de guerre et dont le seuil est difficile à atteindre ;

• considérer que « l'écocide » ne se limite pas au temps de guerre et peut prendre de nombreuses formes, qui ne nuisent pas toutes directement aux personnes, même si elles finissent par le faire ;

• dépasser la conception et la vision profondément anthropocentriques du Statut de Rome et de s'ouvrir, autant que possible, à l'environnement.

*C. Perspectives prévisibles et progrès possibles. Nous recommandons :*

– des amendements statutaires et de nouvelles procédures procédurales plus adaptées et augmentant l'efficacité de la base réglementaire incriminante et de la compétence juridictionnelle offertes par le Statut de Rome ;

– la criminalisation et la répression d'une catégorie particulière de crimes environnementaux internationaux, ayant en son centre l'autonomie de l'écocide ;

– la mise en place d'un cadre juridictionnel institutionnel adéquat pour la recherche, l'instrumentation et le jugement des crimes environnementaux et climatiques de haut niveau (expertise, procureur et juridiction sous des formes hautement spécialisées) ;

– l'initiation d'un processus général visant à repenser le droit pénal international de l'environnement, dans le sens de sa transformation en un droit de protection de l'environnement et du climat, avec un dispositif de criminalisation approprié et un cadre juridictionnel adéquat pour assurer l'application visée à garantir l'impératif d'assurer les conditions de la persistance de la formule actuelle de vie sur la planète et de l'affirmation de la civilisation humaine.

*D. Conclusions finales. Du strict point de vue de l'objectif proposé par l'élaboration du nouveau projet de politique générale soumis au débat public, nous pensons qu'il est essentiel de :*

– saluer cette approche, en elle-même, comme un signe du sérieux avec lequel le Procureur de la CPI entend accorder une attention accrue à la criminalité environnementale et à la répression pénale qui y est associée ;

– saluer la reconnaissance, reflétée également dans la stratégie envisagée, des limites actuelles du Statut de Rome quant à la réalité de la gravité et des dangers associés à la grave destruction de l'environnement et à la mise en danger du système climatique ;

– recommander la poursuite du processus d'automatisation du crime international d'écocide, en tenant compte notamment de : (a) la découverte, la prévention et la sanction des impacts les plus graves sur l'environnement (y compris le climat) en tout lieu et à tout moment (en temps de paix ou de guerre) ; (b) la création d'un dispositif juridique (normatif et institutionnel) adapté et efficace pour la défense de l'humanité en tant qu'« espèce parmi les espèces » en maintenant les conditions d'« habitabilité » de la planète.

**3.** *La question écologique dans sa multidimensionnalité et sa complexité, qui commence par le changement climatique, n'est plus un simple défi lointain et d'intérêt subsidiaire, marginal et de groupe, mais une urgence globale, absolue, d'intérêt vital, essentiellement une priorité de la communauté mondiale, y compris d'un point de vue juridique, normatif et actionnel. Les thématiques écoclimatiques et la pollution mondiale (produits chimiques, plastiques, etc.) demeurent parmi les rares thématiques qui rencontrent un consensus général d'approche et sont sujettes à une réglementation et une coopération internationale. Dans le contexte de réajustement accéléré et radical de l'ordre international, marqué par la réapparition des conflits militaires majeurs ayant un impact profond sur l'environnement comme la guerre en Ukraine et la manifestation des enjeux géopolitiques du changement climatique, la composante environnement et climat devient un aspect indispensable de tout problème mondial et appelle des solutions adéquates pour le résoudre. La réaction juridique, notamment pénale, nécessite des adaptations et des développements appropriés.*

*L'initiative du Bureau du Procureur de la CPI et les consultations y afférant peuvent constituer une première opportunité pour discuter, dans un tel cadre, de l'impératif de la prédominance du principe de responsabilité pour les crimes environnementaux en général, et ceux prévus par le Statut de Rome en particulier. Elles peuvent aussi être un moment de*

*réflexion sur la nécessité d'une nouvelle révolution dans l'évolution du droit pénal international, comme celle envisagée par V.V. Pella en 1925 (La criminalité collective des États et le droit pénal de l'avenir), par la proposition de criminaliser la guerre comme « le crime international le plus grave », suivie par le projet d'une juridiction pénale internationale (qui a finalement donné naissance à la CPI), cette fois en ajoutant une autre tout aussi grave et punissable, celle de l'écocide, et ainsi enrichir la réponse pénale en l'étendant à la défense de nouvelles valeurs, comme la sécurité de la planète et la forme actuelle de la vie sur Terre.*

*En vous souhaitant le plein succès dans vos efforts, je vous assure, Monsieur le Procureur, du soutien de l'École roumaine de droit pénal international et de moi-même personnellement.*

Prof. univ. dr., dr. hc. Mircea Duțu  
Président de l'Université Écologique de Bucarest  
Directeur de l'Institut de Recherches Juridiques de l'Académie Roumaine

Bucarest, le 12 mars 2024

## **AU PROCUREUR DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE**

„Inițiativa de a publica un viitor proiect de politică generală vizând a face să prevaleze principiul responsabilității pentru crime de mediu este binevenită și prezintă importante premise spre a-și atinge obiectivele propuse.

1. Într-adevăr, apărarea mediului și a climei prin drept în general, și cu ajutorul dreptului penal internațional în special, a devenit tot mai importantă în contextul accentuării crizei ecologice planetare multidimensionale. Cu precădere schimbarea climatică, erodarea biodiversității și poluarea generalizată prin consecințele lor prezente și viitoare pun în pericol însăși existența omenirii ca specie între specii și periclitează siguranța întregii planete. Cea de-a doua conferință mondială de drept penal a Asociației Internaționale de Drept Penal (AIDP) consacrată „Protecției mediului prin dreptul penal” (București, mai 2016) a relevat rolul și locul dreptului penal în materie de protecție a mediului și în special a ridicat problema implicării dreptului internațional penal în rezolvarea noii paradigme a protecției mediului și climei, consacrate prin Acordul de la Paris (2015). O evoluție semnificativă o va constitui, în acest context de preocupări, precizarea obligațiilor statelor în materie de schimbare climatică prin avizul consultativ al Curții Internaționale de Justiție (CIJ), cerut de Rezoluția 77/276 din 29 martie 2023 a Adunării generale a ONU. În același timp, generalizarea jurisprudenței naționale, dar și a celei din cadrul unor instanțe internaționale de a condamna statele pentru neîndeplinirea obligațiilor lor în materie de luptă contra încălzirii climatice, structurează pe această cale emergența unei obligații a autorităților publice de a acționa pentru atenuarea schimbării climatice și spre reziliența și adaptarea la efectele sale. Tot mai multe inițiative științifice au realizat și publicat rapoarte pertinente în materie [precum în zona francofonă, Grupul de 16 juriști internaționali, autori ai lucrării: L. Neyret (dir.), Des écocrimes a l'écocide. Le droit pénal au secours de l'environnement, 2015], iar un Grup internațional de experți independenți (animat de „StopEcocid”) a propus o definiție internațională a ecocidului în cadrul unui proiect de amendamente la Statutul de la Roma vizând includerea sa în sfera competenței materiale a CPI a acestei noi infracțiuni autonome (2022). În contextul ofensivei

aplicațiilor inteligenței artificiale (IA) inclusiv în domeniul militar, și al implicațiilor acestora în procesul de luare a deciziei, se impune și din această perspectivă analiza riscurilor de afectare a mediului în caz de conflict armat.

Criminalitatea de mediu a devenit a treia pe plan mondial în termeni de profit și e adesea legată de diferite alte forme de infracționalitate precum corupția și spălarea de bani, multiple inițiative încurajând un răspuns adecvat al statelor la atari evoluții. Rezoluția ONU din 16 octombrie 2020 a incitat statele părți la Convenția Națiunilor Unite împotriva criminalității organizate să cerceteze spălarea de bani a crimei organizate transnațional ce afectează mediul, în timp ce Declarația de la Kyoto din 12 martie 2021 invită statele „să lupte contra criminalității transnaționale organizate, corupției și spălării de bani legate de aceste forme de criminalitate, precum și contra fluxurilor financiare ce decurg de aici”. În fine, o rezoluție a Adunării generale a ONU din 16 decembrie 2021 a reamintit „rolul central pe care îl joacă statele în prevenirea corupției în raport cu atari crime (de mediu) și în lupta acestui fenomen”. Asistăm astfel la o mișcare constantă și ascendentă de „penalizare” a atingerilor aduse mediului deopotrivă și relativ conjugată manifestată la nivelul dreptului internațional, dreptului internațional regional (cu precădere dreptul Uniunii Europene) și în planul drepturilor naționale.

Pe lângă tendințele înregistrate în context internațional se manifestă o preocupare evidentă de stabilire a unui nou drept penal european al mediului, prin revizuirea directivei 2008/99/CE și instituirea unui nou regim represiv unional-european al atingerilor aduse mediului. Preconizata directivă relevă în mod particular dimensiunea europeană a reacției penale în materie de mediu și climă și interesul unei eventuale extensii a câmpului de competență a Parchetului European în materie de atingeri grave aduse mediului. Remarcabilă este și incriminarea faptelor „comparabile cu ecocidul” (acordul PE din 27 februarie a.c.). În fine, reținem și continuarea procesului de incriminare a ecocidului în drepturile interne ale statelor (ultima fiind înscrierea acestei crime, la 22 februarie a.c., în Codul penal al Belgiei).

2. Pe un atare fundal al evoluțiilor în materie, apreciem că un document de politică generală detaliat privind crimele de mediu, merit să favorizeze o abordare sistematică de combatere a acestora ar trebui, înainte de toate, să ofere: A. o analiză aprofundată și relevantă a „stării lucrurilor”; B. o evaluare reală a situației existente din punct de vedere juridic (de lege lata); C. o previzionare adecvată a evoluțiilor posibile și a progreselor probabile (de lege ferenda) și D. concluzii finale.

A. Premise generale în planul realităților ecoclimatice:

– o constatare consolidată și o cristalizare în plină ascensiune a unui consens general asupra realităților ecoclimatice, a gravității și a urgenței de acțiune în consecință, în privința crizelor ecologice planetare conjugate și interdependente (climatică/a biodiversității/a poluării profunde) de origine antropică; un consens științific, (cvasi)unanim, pe baza unui efort și demers de expertiză permanent și instituționalizat (exprimat prin rapoartele periodice și specializate ale IPCC și IPBES); un consens politic (prin calificarea schimbării climatice ca o „criză existențială” și recunoașterea oficială a „urgenței climatice” (de către Parlamentul European și de zeci de parlamente naționale) și unul juridic (în principal pe calea jurisprudenței pertinente și a doctrinei relevante în materie);

– o acțiune civică consecventă de promovare și o acceptabilitate socială sporită de receptare și conștientizare a caracterului periculos și riscant al acțiunilor umane față de mediu și de climă, care predispune la o atitudine multidimensională de prevenire și diminuare a cauzelor și de remediere a efectelor dăunătoare;

– reparația în viața internațională a conflictelor militare de anvergură, cu consecințe distructive majore asupra mediului și un impact global (potrivit unui raport al ministerului

ucrainean al mediului, la sfârșitul anului 2023, războiul a provocat 60 miliarde de dolari ca distrugerii asupra mediului, incendiile au devastat circa 20% din suprafața forestieră a țării și minele sunt dispersate pe o suprafață de aproximativ 100.000 km<sup>2</sup>).

B. Implicații și aspirații de natură juridico-instituțională. La nivelul constatărilor de lege lata (normativ instituționale) se impun:

– relevarea importanței și eficienței construirii unei reacții juridico-penale specifice la criminalitatea ecoclimatică, bine structurată, articulată, corelată și complementară la nivel național, regional și internațional;

– demonstrarea insuficienței și relativei inadecvări a cadrului juridic internațional existent, începând cu Statutul și activitatea de până acum, în baza sa, a CPI privind reprimarea penală a atingerilor grave aduse mediului, climei și, în ultimă instanță, echilibrului ecologic planetar;

– evidențierea rolului (crescând) al judecătorului în dezvoltarea creatoare a dreptului penal ca instrument de protecție a mediului și a climei și o contribuție corespunzătoare a jurisprudenței în progresul său, în contextul „exploziei” contenciosului de mediu și climatic;

– sublinierea dimensiunii regionale și internaționale a consecințelor atingerilor aduse mediului și a necesității unei reacții penale consolidate și adecvate pe măsură;

– impunerea concluziei că o politică coerentă în materie nu înseamnă numai o reglementare adecvată de drept material, ci și o suficientă organizare judiciară pertinentă, deopotrivă în etapele de urmărire și de judecată (parchet și de jurisdicție propriu-zisă); – Concluzii generale:

- nevoia consolidării și adecvării sistemului de reacție penală complexă existent, de ajustare a resurselor disponibile și de o mai mare și accelerată deschidere spre receptarea și exprimarea juridico-instituțională a noilor exigențe și provocări prioritare ecoclimatice;

- necesitatea interpretării și aplicării Statutului de la Roma în sensul abordării aspectelor legitime de mediu cu ajutorul textului existent; se impune reținut că tratatul respectiv e orientat în starea actuală să trateze cele mai grave cazuri de vătămări aduse omului sau de prejudicii cauzate acestuia și proprietății în contextul unui atac generalizat și sistemic; nu se oferă o protecție explicită mediului, cu excepția prevederilor art. 8.2.b.IV care se aplică doar în stare de război, iar pragul său e dificil de îndeplinit;

- „ecocidul” nu e restricționat în timp de război și poate lua multe forme, dintre care nu toate prejudiciază direct oamenii, deși în ultimă instanță o face;

- necesitatea depășirii concepției și viziunii profund antropocentrice a Statutului de la Roma și deschiderea, pe cât posibil, spre zona mediului.

C. Perspective previzibile și progrese posibile. La acest capitol se pot întrevădea:

– propunerea de amendamente statutare și de noi căi procedurale de o mai mare adecvare și de sporire a eficienței bazei reglementar-incriminatorii și de competență jurisdicțională oferite de Statutul de la Roma;

– recomandarea incriminării și reprimării unei categorii speciale de crime internaționale de mediu, având în centrul său autonomizarea celei de ecocid;

– recomandarea instituirii unui cadru jurisdicțional instituțional adecvat de cercetare, instrumentare și judecare a înaltei criminalități de mediu și climă (expertiză, procuror și jurisdicție în formele concentrate specializate);

– inițierea unui proces general de regândire a dreptului internațional penal al mediului, în sensul transformării sale într-unul pentru protecția mediului și a climei, cu un dispozitiv de incriminări corespunzător și un cadru jurisdicțional adecvat de asigurare a aplicării menite să asigure imperativul de asigurare a condițiilor de persistență a actualei formule de viață pe planetă și de afirmare a civilizației umane. D. Concluzii finale.

Din perspectiva strictă a obiectivului propus prin elaborarea noului proiect de politică generală și supus dezbaterii publice credem că se impune, în mod esențial, a se reține:

- salutarea demersului, în sine, ca semn al seriozității cu care Procurorul CPI înțelege să trateze cu o atenție sporită criminalitatea de mediu și reproducerea diferențelor;

- recunoașterea, reflectată inclusiv în strategia preconizată, a limitelor actuale ale Statutului de la Roma în ceea ce privește realitatea gravității și pericolele asociate cu distrugerea severă a mediului și periclitarea sistemului climatic;

- recomandarea continuării procesului de autonomizare a crimei internaționale de ecocid, având în vedere, în special: a) descoperirea, prevenirea și sancționarea celor mai grave atingeri aduse mediului (inclusiv climei) oriunde și oricând (în timp de pace sau de război); b) crearea unui dispozitiv juridic (normativ și instituțional) adaptat și eficient de apărare a omeniilor ca „specie între specii” prin menținerea condițiilor de „locuibilitate” a planetei.

**3. Problematika ecologică în multidimensionalitatea și complexitatea sa, în frunte cu schimbările climatice, nu mai reprezintă astăzi o simplă provocare îndepărtată și de interes subsidiar, marginal și de grup, ci devine o urgență globală, absolută de interes vital, esențial o prioritate a comunității mondiale, inclusiv din punct de vedere juridic, normativ și acțional. Temele ecoclimatice și de poluare globală (produse chimice, plastic ș.a.) rămân printre puținele care întrunesc un consens general de abordare și predispose unei reglementări și cooperări internaționale. În contextul reajustării accelerate și radicale a ordinii internaționale, al reapariției conflictelor militare majore, cu un profund impact asupra mediului precum războiul din Ucraina și al manifestării mizelor geopolitice ale schimbării climatice, componenta de mediu și climă devine aspect indispensabil al oricărei probleme globale și reclamă soluții adecvate de rezolvare a sa. Într-o atare nouă ecuație și reacția juridică, în frunte cu cea de natură penală, presupune adaptări și dezvoltări corespunzătoare. Din această perspectivă, inițiativa Biroului Procurorului CPI și consultările aferente pot constitui o primă ocazie de a pune în discuție, într-un atare cadru, imperativul prevalenței principiului responsabilității pentru crimele de mediu în general, și în privința celor prevăzute de Statutul de la Roma în special. Și, de ce nu, un moment de reflecție asupra necesității unei noi revoluții în dezvoltarea dreptului internațional penal, precum cea anvizată de V.V. Pella în 1925 (La criminalité collective des Etats et le droit pénal de l'avenir) prin propunerea de incriminare a războiului drept cea „mai gravă crimă internațională” prin care apoi s-a ajuns la cea de ecocid, urmată de proiectul unei jurisdicții penale internaționale (care a generat, în cele din urmă, crearea CPI), de această dată prin adăugarea unei alteia la fel de gravă și de pedepsibilă, cea de ecocid, și astfel de îmbogățire a răspunsului penal prin extinderea la apărarea a noi valori, precum siguranța planetei și a actualei formule de viață pe Terra.”**

Prof. univ. dr. Mircea Dușu

Directorul Institutului de Cercetări Juridice  
„Acad. Andrei Rădulescu” al Academiei Române  
Președintele Universității Ecologice din București